

« *Toute culture prend son origine dans la conception que l'on se fait de l'Un* »

Antoine Moussali



« *Il n'y a jamais eu de société sans religion* »

Bergson

in "Les deux sources de la morale et de la religion"

Oui à l'accueil – sous conditions – de **Musulmans**

Non à l'islam ⁽¹⁾

qu'il soit **en France** ou **de France** !

Le parti du président Sarkozy a pris sur lui de lancer un débat national finalement et heureusement baptisé :

Convention sur la laïcité
sur la place à donner aux religions
et à un islam de France...

...pensant sans doute que la distinction entre « **de** » et « **en** » allait changer la nature du problème par la magie de la formule...

Cette initiative (imposée par la situation) part probablement d'un bon sentiment, mais le slogan choisi – « *pour un islam de France* » – s'avère, comme nous allons essayer de le montrer – catastrophique. À coup sûr, ce point de départ voue le débat, non seulement à l'échec, mais à une situation pire que celle que l'on se propose de « clarifier »... En effet, la consigne médiatique expresse, acceptée de tous côtés, interdit de toucher au dogme de la *laïcité radicale* qui sévit dans nos pays; alors que là est précisément la cause de l'impasse où nous sommes acculés... La « clarification » annoncée exige au contraire la remise en cause de notre manière dévoyée de concevoir, d'explicitier et de mettre en pratique notre sacrosainte laïcité absolutiste.

De plus, et d'autre part, rendre synonymes *musulmans, islam, arabe-race et arabe-idiome* – comme si nous amalgamions *religion, politique, ethnique et langue* – rend la situation plus confuse encore. Ceux qui posent, en ces termes mal distingués, la question de l'islam montrent, par là même, leur ignorance du problème qu'ils se proposent de résoudre.

Une *clarification* s'impose, en effet, mais elle ne concerne pas – ou pas en premier lieu – la *religion*, mais le problème *politique* qui se cache au sein de celui que pose l'islam... Ce qui confirme qu'il convient bien de commencer par restaurer le véritable sens de laïcité qui n'est autre que la gestion des relations (et non de l'exclusion) entre le *politique* et le *religieux*. Les questions prioritaires sont donc : *Que faut-il entendre par laïcité ? Puis, en quoi consiste l'islam ? et enfin quelle place accorder, non pas à l'islam, mais aux personnes de religion musulmane ?*

C'est, en effet, là, dans la confusion des plans et des domaines, que naît la *peur* que l'on prétend exorciser... sans même en chercher sa véritable cause. Car les gens pressentent confusément – et pour cause ! – que ce ne sont pas tant les personnes – *les musulmans* – qu'il faut craindre,



mais *l'islam* ; non pas *la religion*, mais ce qui se profile derrière : *le domaine politique* qui, comme les personnes, lui est *soumis*...

Insistons... Le véritable problème – prioritaire – n'est pas *religieux*, il est *politique* ; plus précisément il concerne les relations entre les deux pôles – *politique* et *religion* (*ou ce qui en tient lieu*) – de toute société... c'est-à-dire qu'il passe par la mise en place d'une laïcité restaurée.

Pour comprendre cela, il faut reconnaître que les *sociétés politiques* – les nations – sont issues de *peuples* constituée "de et par" *les personnes, les familles et les communautés* ⁽²⁾ (certainement pas issues d'un esprit communautariste cf : 4Ba17)... si toutefois l'on accepte la distinction des trois phases constitutives des nations : *les communautés* (*tribus, clans, smalas...*), *formant les peuple(s)* devenant des *sociétés nationales* ⁽³⁾ en assumant leur dimension politique.

Après avoir résumé la situation, et avant de nous demander «**Que faire ?**», nous scinderons notre réflexion en deux parties :

- **Nous**, Français, ou peuples d'Occident devenus officiellement matérialiste, pressés de donner une place toujours plus grande à la religion musulmane... et d'accueillir les yeux fermés ceux qui la pratiquent.

- **Eux**, les musulmans, aspirant pour la plupart, non à former un *islam de ou en France*, mais à accéder à des conditions de vie qu'ils ne trouvent pas en terres d'*islam* (et pour cause !)... tout en respectant ou pratiquant les croyances de leurs pères... religion qui confond foi et loi.

Nous ne prétendons évidemment pas apporter la solution à ce problème, mais, plus modestement, contribuer à récapituler les préalables susceptibles d'assurer les conditions d'une cohabitation si possible harmonieuse, comparable à celle établie avec : les religions chrétiennes, les

sagesses orientales, les agnostiques... et même les athées, lorsque ces derniers ne pratiquent pas eux-mêmes l'exécration les conduisant à l'intolérance dont ils accusent les religions.

PREMIÈRE PARTIE : NOUS

Problèmes nés de la confusion

La « laïcité républicaine » est née d'une conception subvertie (voire haineuse) des relations entre *l'Église* (les religions) et *l'État* (*les États*), c'est-à-dire entre *le politique* et *le religieux* (*ou ce qui en tient lieu*)... Ces deux pôles de toute société ou nation... constituent naturellement une fonction tripartite**... par la prise en compte de ce qui les réunit (comme nous l'explicitons quelque peu plus avant). Or, ces constituants ont été pensés, énoncés et mis en *double posture hiérarchique et juxtaposée*... c'est-à-dire, en position idéale de conflit. ⁽⁴⁾

Cette double méprise – aux conséquences calamiteuses – a la vie dure parce qu'elle prend sa source dans un penchant de notre nature qui conduit à abuser de la dispositions verticale, et à mettre en immédiateté les deux pôles accolés de toute fonction existentielle. Cette configuration *hiérarchique*, doublée d'une *immédiateté* radicale, est source de conflits incessants à l'intérieur, comme à l'extérieur...

Pour mettre fin à cette situation délétère, une *séparation absolue* entre des deux domaines *politique* et *religieux* érigés verticalement devenait inévitable... Là où il suffisait de *distinguer et de réorienter*, on a donc tranché, et *séparé radicalement* les deux pôles de la *fonction* ⁽⁵⁾ *civilisationnelle* qui, bien disposée, produit le bien commun des peuples...

Une fois coupé de l'ensemble dont il est partie constitutive, *le religieux* a été relégué dans la zone strictement privée... pratiquement intime, donc voué à disparaître faute de pouvoir se manifester. Ce faisant – aucune *fonction* n'étant, par



sa définition même, monolithique – on a transféré au culturel (qui sécrète une morale de substitution) le rôle dévolu au religieux.

Ainsi s'est instaurée une situation duale, d'essence totalitaire, pire que la précédente... Ces deux composants ont été mis en position de duel permanent fait de rivalités, de confusions, si ce n'est de collusions. C'est ainsi qu'est apparue la société essentiellement conflictuelle, que nous ne connaissons que trop... voie dans laquelle elle court vite mais dans la mauvaise direction : *Bene currit et extraviam*.

Alors, les individus nus – les personnes dérelationnées – furent mis en prise directe avec un politico-culturel, privés de tout intermédiaire de génération naturelle et spontanée... alors que l'homme libre est essentiellement relationnel... configuré pour échapper à toute immédiateté aliénante, c'est-à-dire privative de liberté. cf : 4Aa22 & 4Aa23

Cet agencement, comme il fallait s'y attendre, produit le résultat contraire à celui recherché. Les effets pervers dus à la séparation radicale des éléments constitutifs de *la fonction civilisationnelle* – préalable à leur concaténation – loin de limiter les conflits et les guerres, les ont intensifiés et multipliés...

De la séparation à la mise en relation ?

Or, « *Il n'y a jamais eu de société sans religion* » constate Bergson...

...Avant donc de chercher à résoudre le problème posé par l'incorporation de religions allogènes, ne devons-nous pas remettre à sa place celles – catholique et chrétiennes – qui ont fortement contribué à constituer notre identité nationale forgée au creuset de nos mères patries : Athènes, Rome et Jérusalem ?

La difficulté, qui semble insurmontable, consiste donc à résoudre la contradiction interne

flagrante **de religions qui se donnent comme source de paix, mais qui, pratiquement, se révèlent facteur de conflits et de guerres.**

Opération certes plus facile à dire qu'à faire... Pourtant il suffit pour cela de reconnaître que – plus que les religions elles-mêmes, ou avant cela – c'est la place qu'on leur attribue qui est cause du désordre. Or tout désordre est, par définition, un ordre subverti. Toute remise en ordre implique donc de concevoir, d'explicitier et de mettre à leur place – et de bonne manière – les deux pôles, ici, *politique et religieux*, dans la disposition naturelle indispensable au bon fonctionnement de toute société... sans omettre la prise en compte, à sa place médiatrice, de *l'interface* qui les *met en relation*.

Pour cela, une double opération est nécessaire. Il convient tout d'abord de transposer *transversalement* ce (le politique et le religieux, l'Église et l'État) que les hommes, par une confusion funeste, ont disposé *hiérarchiquement*. Et cela ne suffit pas, il faut aussi – rabâchons – non les maintenir séparés, mais les distinguer ; mieux encore, *les mettre en relation "par, avec et en"* l'élément médiateur qui les maintiendra à distance... et les fera communiquer.

En plus de la disposition horizontale, en effet, la présence d'un élément intermédiaire – moyen ou tiers terme – est essentielle et indispensable. Son rôle médiateur est double et paradoxal, puisqu'il distingue ce qu'il réunit, et reçoit sa raison d'être et sa consistance des deux pôles qu'il anime par un va-et-vient constitutif de *la fonction civilisationnelle* dont il assure la vie, la persévérance et la fécondité. cf. 4Ba65

Toucher à la laïcité !

Contrairement à ce qu'affirme notre intelligentsia, et que véhiculent les grands médias, nous devons donc « toucher » à notre laïcité...

Pour cela, commençons par faire un sort à la formule sibylline imposant une « *séparation de*



l'Église et de l'État ». En effet, si *séparation* il y a, elle doit perdre son caractère radical, et devenir relative. Pourquoi dans ces conditions ne pas employer le mot qui correspond parfaitement à ce que doit être cette séparation : *une distinction* ; meilleure encore serait l'utilisation de l'expression « *mettre en relation* » qui l'implique et va au fond des choses. Il convient donc de parler « *des relations des religions et de l'État* ».

Bien entendu cette formule non plus n'est pas magique... encore faut-il savoir en quoi consistent ces « relations » et quelles sont leurs limites.

...de pair et de front

La première condition nécessaire à l'établissement des relations convenables entre *le politique et le religieux (ou ce qui en tient lieu)* est – redisons-le une fois encore – de disposer ces deux pôles constitutifs des nations, non pas *verticalement*, mais *horizontalement* : **de pair et de front**... non pas *immédiatement* mais **distinctement**, donc **mis en relation** par un moyen ou tiers terme**.

En effet, pour que les deux pôles constitutifs d'une société – le politique et le religieux – n'entrent pas en rivalité *duelle*, mais forment un *duo* ou un *couple*... il convient de les réunir par un élément de médiation : une interface, une *métaxe*** (*translittération du mot grec "metaxu" utilisé par la philosophe Simone Weil*)... ou par tout autre terme adapté aux circonstances, aux domaines ou au contexte considérés.

Pour ce qui nous intéresse ici, lorsque plusieurs religions doivent cohabiter, cette médiation, à défaut d'établir *l'unité* par le haut, produira *l'union* qui, bien qu'inférieure, peut assurer la cohésion nécessaire à l'existence, à la persévérance et à la fécondité, certes restreinte mais suffisante, des nations... et de celles-ci entre elles.

Cette *métaxe* – indispensable – au cœur de la fonction sociétale, faute de mieux, nous la nommerons, « le culturel ». Ce *culturel* – non

celui, *autonome*, que nous connaissons, mais un culturel paradoxal alimenté par les deux pôles qu'il anime – joue, répétons-le, le rôle de moteur au cœur de la fonction tripartite (ici *civilisationnelle*) qu'il permet.

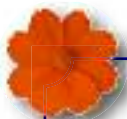
Un progrès décisif... mais gâché

Cette *distinction* (et non *séparation* absolue) entre « l'Église et l'État » a constitué un progrès décisif pour les peuples d'Occident – constitués en nations – en marche vers la Civilisation, conçue comme le bien commun des peuples.

Ce progrès civilisationnel nous a conduits jusqu'à l'orée des progrès matériels, culturels et spirituels... Progrès décisif qui, il est vrai – l'impéritie des hommes aidant – a très vite dégénéré dans la confusion et la démesure, après que les *idéologies matérialistes* – bientôt rejoint, et même supplantées, par les lobbys purement matérialiste de la finance (tout deux réunis par les *grands médias*) – eurent, ici et ailleurs, transformé les distinctions organiques en séparations radicales... avec pour objectif, non le bien commun, mais leurs propres intérêts...

Cette laïcité, absolutiste et contre nature, entraîne également et inévitablement des désordres, contradictions et aberrations de toutes sortes. On admirera, par exemple, l'aplomb de nos laïques extrémistes qui revendiquent la tâche de la formation des imams (politico-religieux) ! Comme mélange des genres – en contradiction flagrante avec leurs dogmes aussi intangibles que laïcistes – on ne peut faire mieux.

Pourquoi refuser de prendre en compte le grand principe non seulement évangélique mais naturel et universel : *Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu*... ? Ce précepte revient pratiquement à *distinguer* des domaines *politique, religieux* et, implicitement, celui, *culturel*, qui les réunit... Il invite donc à attribuer, *distinctement*, ce qui relève de la compétence de chacune de ces sphères, à leurs re-



présentants, et non à tout octroyer soit à l'un, soit à l'autre... En contrevenant à ce précepte, l'on a entraîné nos sociétés vers des totalitarismes plus au moins avérés, et aux conséquences déshumanisantes y afférant.

Hauteur et profondeur

En distinguant les *moments* (*tenant, aboutissant, moyen-terme*) des fonctions, nous avons, implicitement, différencier *le prioritaire et le primordial, l'antérieur et ce qui en découle*. Dans l'avant-dernier paragraphe du sous-titre pénultième, nous avons distingué *le haut et le bas dans l'épaisseur des domaines*. Il convient maintenant de discriminer *le supérieur de l'inférieur et ce qui les réunit... verticalement*.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que la disposition transversale, qui est la première condition de l'apparition, de la permanence et de la fécondité d'une société – s'obtient au prix d'un aplatissement de sa constitution : de la disparition de son *épaisseur* et de sa *profondeur*... au détriment de toute *élévation* et *transcendance* qui, elles, relèvent de la verticalité.

L'horizontalité dont il a été question, en effet, s'applique à chacune des trois strates de notre existentiel... qui donc est triple lui aussi. Notre mode existentiel, en effet, n'est pas une platitude, mais s'élève sur trois plans : il a son volume et les capacités d'extension de ses perspectives... en *épaisseur* et en *profondeur*.

– **Profondeur** lorsque l'on situe notre condition humaine dans le continuum de l'échelle existentielle qui va du *minéral* au *divin* (*ou à ce par quoi on le remplace...*), en passant d'abord, *ad infra*, par les échelons séparés du *végétal* et de *l'animal* ; puis s'élève, *ad supra*, au *spirituel*, voire – pour ceux qui ne se sont pas enfermés dans un matérialisme étroit et absolutiste – au *surnaturel* et au *divin*.

– Entre ces deux perspectives, inférieure et supérieure, se trouve – et c'est ce qui nous intéresse

ici – **l'épaisseur** (ou *la hauteur*) de la condition humaine elle-même édiflée sur trois niveaux : le *temporel* et le *spirituel* (ou ce qui en tient lieu) réunis par *l'intellectuel* (ou *le psychique*)... trois échelons correspondant aux trois constituants de notre humaine condition : *le corps* et *l'âme* réunis par l'interface de leur *esprit commun* (ou *psychée*)... auxquelles correspondent nos trois grands domaines : le *politique* et le *religieux* réunis par le **culturel**.⁽⁶⁾

Qu'il soit bien entendu que si cette disposition de la *fonction civilisationnelle* universelle nous concerne au premier chef (charité bien ordonnée...), elle concerne plus encore l'islam.

Avec ces mises au point, nous n'en sommes cependant qu'au début des distinctions qu'il conviendrait de faire... n'en déplaise à notre intelligentsia, qui voudrait mettre à toute force dans nos têtes que tout est égal et se vaut...

Une fois réalisée la double et indispensable révision de *la notion de laïcité* – entendue comme « *la recherche des conditions de la mise en relation des religions et de l'État... (et non de leur séparation radicale)* » –, le basculement de leur disposition verticale à l'horizontale, et l'érection du culturel qui les *relationne*, nous sommes dans des dispositions convenables pour nous demander quelle place accorder aux musulmans – et non à l'islam comme nous allons le voir – et à quelles conditions.

DEUXIEME PARTIE : L'ISLAM

Monolithisme, dualité ou tridimensionnalité ?

Partis de nos sociétés devenues duales, il faut savoir que nous entrons dans un univers très différent... sur les trois plans : temporel et matériel, mental et intellectuel, et enfin spirituel et reli-



gieux. D'un côté, *l'intime, le privé et le public ; le politique, le social et l'économie ; le religieux, la morale et les mœurs ; la culture et l'art ; le législatif et le judiciaire...* sont autant de domaines qui devraient (théoriquement) bénéficier d'une certaine autonomie... bien que dans une interdépendance certaine. Tandis qu'en islam *cet ensemble forme un tout indifférencié, à l'image et à la ressemblance du Dieu monolithique – théolithique – de la religion musulmane.*

...Non pas un tout cohérent, mais un monolithisme, où règne, en lieu et place de la *tridimensionnalité* (que nous avons dégradée en dualité), *une unicité radicale* – qu'il ne faut pas confondre avec *l'unité* qui suppose *la diversité*... couple qui n'a aucun sens en islam où il n'est question que *de bien ou mal, d'amis ou ennemis, d'islamique ou de non islamique.*

En réalité l'islam est radicalement théocratique... et lorsqu'il se dit *démocratique* – mot qui n'a pas, alors, la même portée – il s'apparente à une *démocratie religieuse intégrale*. *C'est pour cela qu'il convient de le décortiquer.*

Avec l'islam, en effet, nous avons affaire – à *l'image de sa conception uniciste de Dieu* – à un monolithisme radical fusionnant les trois grandes composantes de la fonction civilisationnelle : *la politique, la religion et la culture...* ainsi que nous l'avons maintes fois remarqué. *Il est, en cela, le communisme de notre siècle...*

Or, nous écrivait le regretté Antoine Moussali, grand spécialiste de l'islam et de la religion musulmane *cf. L'interculturalité à l'épreuve du réel : Toute culture prend son origine dans la conception que l'on se fait de l'UN...* Voilà une réflexion qui, dès l'abord, donne une idée des difficultés qui attendent le dialogue entre ces deux formes de civilisations !

Communautés et communautarisme

Afin de souligner une autre différence entre "nous, feu la chrétienté", et "eux, l'islam uni-

ciste", rappelons "*la suite*" qui est à l'origine de la constitution de *l'ordre sociétal occidental*, autant dire de notre civilisation. Les **personnes** fondent des **familles**, qui s'assemblent en **communautés****, qui s'unissent et constituent des **peuples** qui engendreront des **sociétés politiques**, c'est-à-dire des nations. *cf. : 4Ab 17*. Ces communautés sont diverses et multiples, à l'encontre de la seule communauté des croyants – l'oumma – que forme *directement* l'islam... (qui intègre cependant des *divisions* qui, pour cette raison, ne constituent donc pas une diversité ; or sans diversité pas d'unité).

Nous ne devons donc assurément pas confondre la *mentalité communautaire* avec le *communautarisme*, comme le font ceux qui, par amalgame, veulent les proscrire conjointement... afin d'édifier une société faite d'individus isolés, face aux autorités politiques, culturelles et religieuses séparées ou confondues. Le *communautarisme*, en effet, est la *monolithisation*, donc la perversion, de ladite *suite* allant des personnes à la société... qui n'en est plus une, puisque désuni.

Pas de place pour l'islam !

Cette assertion, qui découle des réflexions précédentes, pourra paraître pour le moins abrupte ; elle demande, à être sinon nuancée du moins justifiée. Pour aller droit au but, demandons-nous : *a-t-on jamais vu une nation accepter d'être gouvernée par deux politiques et, par là, engendrer deux formes de civilisation ?* Comment, dans ces conditions, pourrait-on établir un ensemble cohérent : résultat de l'enchaînement organique de personnes, de familles, de communautés formant un peuple... devenu une société relativement homogène et harmonieuse... composée d'éléments divers mais compatibles ?

En islam, en effet – ressasons ! – la distinction entre *religion, politique et culture* est de pure forme, comme lorsque l'on distingue le dossier, le plateau et les pieds d'une chaise. Ou mieux, à



l'image des composants indissociables, d'un aliage... par définition monolithique. En l'état, les islamiques formeraient, non une composante, mais au mieux un grumeau dans la pâte nationale, qui ainsi perdrait son caractère homogène, ou, pire, ils constitueraient un facteur de désagrégation...

Religieux d'abord !

En islam, cette distinction, ainsi que nous l'avons déjà répété, est une collusion. Or, une disposition aggrave cette situation, et la rend plus périlleuse encore... Chez les islamiques, en effet, une attitude mentale, due à des imprécisions comparables à celles que nous faisons, mais absolutisées – confusions entre *prioritaire* et *primordial*, *antériorité* et *supériorité*, et, pour faire bonne mesure, entre *horizontalité* et *verticalité* – inverse l'application du fameux précepte civilisationnel du **politique d'abord**.

Avec **le religieux d'abord** – qui donc précède, domine, soumet ou, si l'on préfère, instrumentalise *le politique* – la logique s'inverse, et la cohabitation devient pour le moins hasardeuse. Comment, en effet, envisager une vie commune entre les tenants d'un islam totalitaire d'essence religieuse, et les dissociétés matérialistes que sont devenues nos sociétés ?

Ce n'est évidemment pas par la soumission de la religion musulmane à notre laïcisme radical – qui dorénavant nous tient lieu de religion – que l'on réglera le différend, mais bien, nous l'avons déjà dit et redit – par l'organisation du rapport entre *le religieux* et *le politique*, par l'entremise de ce que, faute de mieux, nous nommons *le culturel*. Non pas un *culturel* autonome qui tente de dominer, mais un *moyen terme* alimenté par les deux pôles civilisationnels qu'il devrait unir...

Comme nous le constatons, le seul moyen de « clarifier » et d'établir les conditions d'une cohabitation féconde pour tous, revient à concevoir, à expliciter et à mettre en pratique l'ensemble

cohérent des distinctions dont nous nous efforçons de justifier le principe... *Distinguer* et *discriminer*, ne sont-ils pas le propre de *l'intelligence*, qui entre *la connaissance* et *la volonté*, *le savoir* et *le faire*, constitue la fonction première de la condition proprement humaine ?

Il est interdit d'interdire... le prosélytisme

Avant de passer à la mise en œuvre, il nous faut, à titre d'exemple, dynamiter l'un des plus gros obstacles placés sur notre chemin. Car, nous n'en avons pas fini avec les conditions préalables, ni avec les remises en causes des diktats de la pensée unique et obligatoire qui paralysent nos esprits... auxquelles nous devons tordre le cou.

À force de l'entendre dire, on en est venu à penser que tout prosélytisme est en soi facteur de conflits et de guerres, et, à ce titre, interdit. Dans le même temps, on nous persuade que le respect de l'Autre exige de considérer comme égal, quand ce n'est supérieur, tout ce qu'il pense, dit ou fait... Ainsi la pensée relativiste s'installe et étend ses ravages...

Commençons par remarquer que nos moralistes à la petite semaine – mais aux ambitions démesurées – ne reculent eux-mêmes devant aucun moyen de faire leur apostolat idéologique, écologique, matérialiste... et autres substituts du religieux. Ils emploient pour arriver à leurs fins les mêmes moyens : prêches, dogmes, doctrine, rites, cérémonie, enseignements... dont ils récusent l'usage lorsqu'il s'agit de religion... on se demande à quel titre et pour quel motif... puisqu'ils affirment d'autre part qu'il s'agit là du domaine privé... Comme si le politique, l'écologie, les idéologies... le religieux... ne concernaient pas au premier chef le domaine privé.

Certes un prosélytisme bienséant – zèle, militantisme, apostolat... comme l'on voudra – ne doit pas être intempestif voire offensif, mais courtois, humble, prudent, respectueux de ses inter-



locuteurs. Rien n'empêche, tout au contraire suggère, de chercher à détromper l'Autre si nous pensons qu'il se trompe... ou qu'il peut mieux faire... et aussi de recevoir les leçons qu'il peut nous donner... Cela sans nécessairement entrer en conflit ni même en compétition. Entre civilisés, les débats bien conduits sur des questions de spiritualité, de mystique, de surnaturel, de religion, de morale... de vérité ne peuvent que pacifier les rapports, et les élever au-dessus des différences, des différends, voire des divergences...

On n'aime que ce que l'on connaît ; et lorsque la religion tient une grande place dans la vie d'une personne, n'est-ce pas faire preuve de bienveillance que de lui parler de ce qui lui est cher... et à l'occasion lui montrer une autre manière de penser, de dire et d'appliquer les tenants et aboutissants d'une autre religion ? Les matérialistes se gênent-ils pour condamner sans vergogne l'idée même de religieux ?

En ce domaine, il est en tout cas inacceptable de faire comme si la peine de mort que la loi islamique (la charia) prévoit pour celui qui se convertit, et pour celui qui cherche à convertir... n'était qu'un détail de leur histoire ! Cette disposition anti *Droits de l'homme* justifie à elle seule le refus d'accepter « un islam **en** ou **de** France »... D'autres dispositions, dirimantes, par exemple la condition des femmes, rendent la cohabitation pour le moins... improbable.

TROISIÈME PARTIE : QUE FAIRE ?

Des changements considérables

Il ressort de tout cela, que l'état d'incompatibilité des mentalités, qui règne d'un côté comme de l'autre, rend, en l'état, impossible l'accueil des personnes venant de l'oumma islamique par des nations de plus en plus officiellement laïcistes, donc pratiquement matérialistes.

Il y a là les conditions d'une mésentente que la plus élémentaire bonne foi ne peut attribuer à

la seule intolérance obscurantiste... alors qu'elle est d'abord due à la confusion des genres, que seules les distinctions correspondantes peuvent dissiper. Distinctions qui impliquent le changement considérable que nous devons faire subir au sens que nous donnons au concept de **laïcité**, à ses explicitations et à ses applications... avant d'entreprendre l'étude des conditions devant encadrer l'immigration *islamique*.

Parallèlement à celui qui concerne nos sociétés occidentales, le changement de mentalité que doivent opérer les musulmans désirant être accueillis dans nos pays, est plus considérable encore... Il leur est demandé, en effet, non de renoncer à leur identité intime, mais à ce qui s'y est culturellement surajouté ; non le déni de leurs origines, mais de renoncer à **la politique, aux lois** (la charia), ainsi qu'aux manières de les mettre en pratique (**la morale** ou l'éthique)... et par là, en grande partie, à **la culture**... spécifiques, qui ont cours dans leur patrie d'origine... pour adopter – peu à peu – *la politique, les lois, la culture, les coutumes* des pays qui leur offriraient l'hospitalité.

Il n'est peut-être pas inutile, de rappeler ici que le dialogue et les négociations avec les pays d'immigration sont un autre aspect du problème. Mais l'on n'accueille pas des pays ou des nations, moins encore leur regroupement, mais des personnes ; et les personnes relèvent d'abord du domaine privé... Cette distinction entre les domaines privé et public est, elle aussi, indispensable si nous voulons résoudre le délicat problème auquel nous sommes confrontés.

Un accueil amical...

Ces distinctions ayant été faites, il est temps de les mettre à profit, et de passer, par quelques exemples, de la théorie des principes à leur mise en œuvre et en pratique. Une fois les domaines *politique et religieux d'une part, public et privé de l'autre*, distingués et redispésés, la situation



est en voie d'être *clarifiée*... conformément l'objectif visé de ce débat ?

Ce contexte établi, en effet, les instances politiques remplissent leur mission qui consiste à en limiter raisonnablement le nombre, et à *assurer les conditions* d'une immigration humaine et secourable, et, si cela est possible, généreuse... en tout cas compatible avec le bien commun des nationaux de toujours, et de ceux de fraîche date. Étant bien entendu que leurs intérêts ne sont pas absolus, mais prioritaires.

Il est bien entendu que les islamiques (pour les autres, la situation est autre, et plus simple) qui désirent nous rejoindre sont à respecter tout autant... dans leur identité et leur dignité blessée, leurs souffrances, leurs craintes, leurs besoins vitaux... qui ne trouvent ni satisfaction ni protection dans leur pays d'origine.

Une fois que les instances politiques ont, disions-nous, assuré leur mission – et à cette condition – *c'est aux relations interpersonnelles* de prendre le relais, et d'assurer aux nouveaux arrivants des relations faites de compréhension, d'entraide, d'empathie, et pourquoi pas d'amitié offerte... Les personnes, les familles, les communautés, le peuple tout entier n'ont alors qu'à laisser parler leur cœur, leur générosité, leur humanité... comme devraient les y encourager les religions qui méritent ce nom...

... mais conditionnel

On n'oubliera pas, que, pour les musulmans, abandonner l'alliage politico-religieux qui constitue l'islam, pour ne garder finalement que l'élément religieux, n'est pas chose facile... Le plus souvent, ils n'arriveront à acquérir les conditions d'une véritable cohabitation que peu à peu ; et, plus difficilement encore, celles nécessaires à leur éventuelle intégration.

Impossible ici d'entrer dans les détails, mais, pour tenir compte de ces difficultés, ne conviendrait-il pas, par exemple, que les pays d'intégra-

tion octroient la nationalité, avec les droits et les devoirs correspondants... *par paliers* (par exemple trois) ? Seul le dernier – à leur majorité pour les jeunes... et après un temps préparatoire pour les adultes – correspondrait à la nationalisation effective qui serait alors complète.

Il est indispensable qu'un ensemble de dispositions, parfois délicates il est vrai, soit prévu. Par exemple la mise en place d'une *protection sociale* solidaire, relativement autonome, avec un passage en douceur du régime de protection particulier au régime général... à partir duquel débutteraient : ancienneté, accumulation des droits acquis, franchises, etc.

Sans doute convient-il, parallèlement à ce dispositif, de développer un statut de "*résident étranger*", pour ceux qui ne veulent pas vivre de rupture avec leur pays d'origine... ni devenir belges, italiens, espagnols ou français... mais seulement venir s'installer dans un pays choisi pour satisfaire à des aspirations que leur pays d'origine ne peuvent combler...

En effet, il y a des islamiques (ou autres) qui ont en vue leurs intérêts essentiellement matériels – parfois culturels, voire religieux – mais désirent garder leur nationalité, leurs mœurs... et les visées hégémoniques politico-religieuses de l'oumma islamique – et cela est légitime. Ne convient-il pas dans ce cas de leur offrir le statut aux conditions spécifiques de respect des lois et coutumes du pays d'accueil...

Pourquoi cet acharnement à vouloir nationaliser et intégrer à tout prix à notre culture ceux qui désirent trouver des conditions de protection ou de vie meilleure que celles offertes par leur pays d'origine, mais désirent rester Algériens, Marocains, Libyens ou Soudanais ?

Le statut d'étranger – qui n'a rien d'infamant – ne pourrait-il pas, devenir la voie normale vers une intégration éventuelle réussie ?

...Toutefois, ces diverses considérations concrètes sont du ressort du politique.



Faire face à l'Alzheimer collectif

Avant de nous résoudre à conclure... alors qu'il reste beaucoup à dire pour dresser, même brièvement, un tableau suffisamment complet et cohérent de la situation... rappelons, une dernière fois quelques fondamentaux.

Pratiquement, la solution au problème posée consiste à faire en sorte – à exiger – que les personnes, qui veulent quitter leur pays d'origine, distinguent, puis *séparent* – c'est bien le mot à employer pour ceux qui visent l'intégration – les composants politiques, culturels et religieux de la forme de civilisation qu'elles doivent, soit quitter temporairement, soit abandonner si elles veulent devenir des Français ou des Allemands ou des Anglais... comme l'ont fait, le font ou se proposent de le faire... des adeptes d'autres religions... qui se sont reconstruit, ou se reconstruisent une identité avec leur nouvelle nation et la nouvelle civilisation qu'elles ont rejointe. N'est-ce pas en cela que consiste l'intégration ?

À défaut de prendre ces précautions exigées par la prudence, tout le monde en pâtira... Ainsi, lorsque des responsables politiques de nos pays se proposent de favoriser l'érection de mosquées... sans se préoccuper des conditions restrictives que nous avons suggérées, cela devient suicidaire. Dans ce cas, en effet, on accepte que ces lieux de culte, soient – comme dans les pays islamiques – au service de l'islam, c'est-à-dire d'une *politique religieuse* à vocation universelle qui nous est étrangère et, nous le savons maintenant, incompatible.

L'érosion, puis la disparition programmée de la place et du rôle des religions, participent au dépérissement de notre identité, et à l'Alzheimer collectif où nous sombrons, et qui, par là, affecte – à rebours – nos sociétés, nos peuples, nos communautés, nos familles et jusqu'aux personnes elles-mêmes.

Renoncer au passé c'est endetter l'avenir...

Si tout se vaut rien ne vaut, dit-on, et cela concerne au premier chef les religions (ou ce qui en tient lieu) constitutives de nos identités. Or, « *si l'on ne croit pas à son identité*, constate Lévi-Strauss, *comment peut-on recevoir l'identité des autres* »... surtout lorsque celle-ci est fortement imprégnée de religion ?

Michel Masson

- (1) Tournure provocante qu'il conviendra de nuancer : si le "non" est ferme, le "oui" est conditionnel...
- (2) Chaque fois que nous employons le mot *communautés*, il s'agira de celles qui *contiennent*, *protègent*, *communiquent*... sans sectarisme ; ce qui exclut les regroupements issus d'un esprit *communitariste* : sectaire, opaque, clos et étanche. Il ne faut absolument pas les confondre. La première est nécessaire à la formation du couple unité-diversité d'un peuple... La disparition programmée des communautés – par amalgame avec leur forme dévoyée *communautariste* – laisse les individus seuls et désarmés face aux abus de toutes sortes...
- (3) *Peuple* et *société*, non pas dans les acceptions subvertis qui furent donnés à ces mots, mais à sens employés dans des expressions comme « les peuples de France » ou « la société française ».
- (4) Contentons-nous pour illustrer cette disposition de citer notre ancien président, Jacques Chirac, affirmant : « *qu'aucune loi morale ne devrait primer la loi civile* ». La loi morale devient alors directement subordonnée au politique, ce qui est un renversement de l'ordre des choses ; ou, si l'on préfère, une subversion de l'ordre naturel...
- (5) Comme on le constate, ici comme partout ailleurs, toute fonction** réduite à sa plus simple expression se compose de trois éléments : *tenant* et *aboutissant* réunis par un moyen ou *tiers-terme*...
- (6) *Horizontalité* qui n'exclut nullement nos trois strates existentielles (verticales et hiérarchiques, elles) : *temporelle*, *intellectuelle* et *spirituelle* (ou ce qui en tient lieu)... ainsi que nous le redirons un peu plus loin.